Déclaration liminaire Comité Technique Local du 24 Juin 2022

Monsieur le Président,

Un CTL se tient ce jour concernant notamment le tableau de bord de veille sociale et les résultats de l'observatoire interne.

Nous y reviendrons plus en détail dans le déroulement de l'ordre du jour mais au-delà des chiffres exposés et notamment de la population ayant répondu au questionnaire (40 % de cadres A et A+ contre 20 % de cadres C), la question n'est pas tant de savoir si les indicateurs sont meilleurs, moins bons que les années précédentes, dans la moyenne de la DGFIP mais comment interprète on ceux-ci, quelles conséquences en tirons-nous et quelles réponses sont apportées ?

En parallèle, la DGFIP et la DRFIP21 convie l'ensemble des agents à une opération inédite et soi-disant participative pour définir les prochaines orientations stratégiques dans le cadre du prochain contrat d'objectifs et de moyens, « le grand remue-méninges ».
Alors que la Direction Générale ne masque pas le fait que cette orientation a été présentée aux directeurs locaux au cours du 1er trimestre, et que des réflexions approfondies ont déjà été lancées sur les prochaines évolutions de la DGFiP, elle entend associer les agents à cette démarche.

Les agents et les représentants des personnels ne s'y trompent pas et estiment, au mieux que cela permettra de faire remonter les difficultés de leurs services et évoluer peut-être la législation sur certains points sans garantie de prise en compte de leurs demandes, et au pire qu'il s'agit d'un simulacre de dialogue social et de pseudo démarche participative permettant de faire cautionner par les personnels les futures restructurations et suppressions d'emplois.
Nous vous le disons : ce n'est pas ce que les agents veulent et attendent.

Le sujet principal actuel de préoccupation de nos collègues, confirmé par les chiffres de l'observatoire interne et accentué par l'inflation galopante, concerne leur rémunération avec l'augmentation significative du point d'indice et des régimes indemnitaires permettant de compenser la perte de pouvoir d'achat subie depuis plus de 10 ans et qui permettrait également de rendre la DGFIP plus attractive.

Solidaires Finances Publiques continuera dans les prochaines semaines de porter ces sujets, s'opposant à tout dispositif de rémunération au mérite dans un collectif de travail déjà suffisamment malmené par la crise sanitaire ainsi que le triptyque : pour les missions, pour les structures, pour les emplois !

Solidaires Finances Publiques continuera à revendiquer le maintien et le renforcement de l'ensemble de nos missions, qui sont indispensables au bon fonctionnement de l'État et garantes

de la cohésion sociale. Il exigera les moyens pour assurer le fonctionnement de l'intégralité des missions et combattra toutes privatisations, externalisations nuisibles à l'intérêt général. Aussi, Solidaires Finances Publiques exige la réintégration de l'ensemble des missions confiées à des tiers avec les moyens humains et matériels y afférant.
Plus que jamais, nous revendiquons un service public de proximité, renforcé, de plein exercice, qui accueille l'ensemble des usagers et usagères selon les besoins. Car le service public doit s'adapter avant tout aux besoins de la population.
Nous réaffirmons notre exigence d'un service public de qualité avec des agentes et agents sous statut, formés et protégés. Le public doit pouvoir trouver une structure DGFiP unique de proximité.
Face aux bouleversements induits par la loi de transformation de la Fonction Publique de 2019, Solidaires Finances Publiques continue de revendiquer le recrutement par concours.

Ce sera notre participation à votre remue-méninges !